

Mohamed Bensaïd, Secrétaire général de l'OADP

LE POIDS DE L'AMERTUME

De l'OADP, petit parti dans la cour des grands, sortira donc un autre tout petit "parti".

Ce nouveau-né par accouchement provoqué occupera-t-il plus d'espace que la tribune dressée dans un salon d'hôtel, le temps d'une conférence de presse?

La Koutla pourra-t-elle faire œuvre utile en sauvant un allié de la noyade?

Malgré sa modestie numérique, l'OADP, cette petite communauté politique est apparue comme une

Abdellatif MANSOUR

bande d'empêcheurs d'unanimer en rond. D'arrondir les chiffres d'une consultation référendaire, avec l'assurance d'un consensus annoncé, affiché et admis.

Un mois après, Mohamed Bensaïd Aït Idder fait le bilan. Le 9 septembre 1996, l'OADP (Organisation de l'action démocratique et populaire), qu'il dirige depuis une quinzaine d'années, avait choisi de ne pas faire partie des 98,97% de "Oui" officiels, au référendum constitutionnel. Mal lui en a prit, si l'on juge par ce qui s'en est suivi. Éclatement du parti et suspension du journal.

L'OADP serait donc un nid de cancre qui rendent la vie difficile à l'ensemble du landerneau politique, administratif et partisan. À commencer par leurs propres alliés décidés, eux, à faire le moins de remous possibles. À éviter tout ce qui peut faire grincer ou bloquer la machine des réformes en marche.

Effet boomerang

Signe des temps politiques nouveaux que Mohamed Bensaïd n'aurait, à l'évidence, pas perçu. Les bons élèves de la classe politique ont été jusqu'à retarder leur rentrée. Prenant toutes les précautions nécessaires pour faire adopter par leurs bases une position qui devait faire figure de message attestant une bonne disposition d'esprit.

Les amis de M. Bensaïd, eux, ont été les premiers à rendre leur copie. Ils ont pris tout le monde de court. Une tentative, sans aucune chance de succès, de forcer la main aux partenaires de la Koutla. Car ni l'Istiqlal, ni l'USFP, encore moins le PPS, n'étaient disposés à remplir pour un nouveau cycle de "guerre de positions". Ils avaient au contraire multiplié les signes annonciateurs d'une ferme détermination à quitter un "front du refus" devenu politiquement improductif et pénalisant.

Et puis, on ne joue pas les locomotives quand on n'a pas la for-



ce nécessaire pour tirer une rame aussi imposante que celle de l'opposition. L'OADP n'en a visiblement pas les moyens. À tel point que l'on se demande comment ses dirigeants pouvaient être habités par une prétention aussi irréaliste.

L'empressement à vouloir faire connaître un point de vue effrontément négatif apparaît, avec le recul, comme une précipitation hâsardeuse qui a eu un effet boomerang sur l'organisation elle-même. Une implosion dont elle pouvait, apparemment, faire l'économie.

«*Nous n'avons fait qu'exprimer un droit garanti par cette même constitution à propos de laquelle on nous demandait de nous exprimer*». Une affirmation qui revient, tel un refrain, dans les propos de M. Bensaïd. Sous ce registre, l'arsenal argumentaire est inépuisable. Ce qui est encore plus facile, c'est de l'étayer. Allons-y, étayons-le.

Cas d'école

Si des bulletins, ostensiblement colorés en bleu, ont été prévus pour le "Non", c'est que les citoyens pouvaient en faire usage. Cela signifie aussi que les partis pouvaient

donner des consignes de vote dans ce sens. Si le "Non" était antinomique du principe du référendum, celui-ci n'aurait pas eu lieu d'être.

On peut même pousser le zèle - et la complaisance vis-à-vis de la position de M. Bensaïd -, jusqu'à visiter l'expérience d'autres pays. Va pour la visite.

Les référendums, à caractère politique, débouchent, invariablement, sur deux résultats:

Primo. Un score étriqué entre le "Oui" et le "Non". Que la balance penche d'un côté ou de l'autre, on quitte rarement la fourchette des 50 à 60%.

Secundo. Un taux de participation généralement modeste.

Le deuxième constat est encore plus pertinent que le premier. Car ce genre de consultations abstrait ne mobilise que ceux qui veulent bien être mobilisés. Les autres, vont à la pêche, sauf dans les pays enclavés.

Les pinailleurs de la sociologie politique ont été jusqu'à quantifier le phénomène. Il est rarissime, estiment-ils, qu'un référendum-enregistre une participation dépassant les 70%. Ils n'en veulent pour

exemple que les consultations populaires sur les accords de Maastricht, ou les tentatives avortées de l'adhésion du Danemark et de la Suisse à l'Union européenne. Des cas d'école qu'un politologue comme Abdellah Saâf, universitaire et théoricien de la sédition au sein de l'OADP, connaît trop bien pour ne pas s'en inspirer.

Ce parallèle pourrait faire une belle illustration pour une toute aussi belle gymnastique comparative et théorique. Mais là s'arrête la transposition. En plus d'être désarmante de banalité, la réalité est difficilement délocalisable. Chaque expérience n'étant que le produit de son contexte.

Beauté esthétique

Dans notre contexte à nous, l'appel au consensus n'a pas la même signification qu'en Europe. Si la phase politique s'y prête, notre culture aidant, l'appel au consensus peut être politiquement mobilisateur. Sans même une mobilisation excessive des mokaddems, ou bourrage d'urnes.

Ce qui n'a pas été le cas, de quelque côté que l'on se place. Les porte-parole de l'opposition, chargés de promouvoir le "Oui", ne l'ont pas fait avec un débordement d'enthousiasme, ni même explicitement.

Quant à l'administration, rien ne prouve qu'elle se soit abstenue d'intervenir. Si le 13 septembre 1996 devait sonner le rappel de toute la classe politique pour rapprocher un enjeu institutionnel des préoccupations du public, Mohamed Bensaïd n'était certainement pas le seul manquant à l'appel.

A priori, l'équation était simple. Le changement d'hommes, de politique et de méthodes est une nécessité. La réforme de la constitution est le signal de départ d'un processus qui est porteur de changement.

Fallait-il s'y engager, pour mieux contribuer à l'orienter ou rester à quai, pour la beauté esthétique d'une position théorique?

Bien qu'elle s'en défende, l'OADP s'est mise dans la deuxième catégorie. En invitant Bensaïd à un entretien, l'objectif était de le faire réfléchir, un mois après, sur la portée politique de sa décision.

Comme on pouvait s'y attendre,

il n'y a pas eu de reniements, mais quelques regrets et des éclaircissements que M. Bensaïd a estimé utile de rappeler.

Conjonction astrale

Une chose est effectivement claire, dans son esprit. Il n'a d'ailleurs cessé de la marteler: les institutions sacrées du pays, les convictions fondamentales qui font l'objet d'un consensus national ne peuvent être soumises à référendum. Et le vieux radical endurci de dénoncer «*toutes les manœuvres d'amalgame et les procès d'intention*» qui veulent faire passer les gens de l'OADP pour ce qu'ils ne sont pas, ou pour ce qu'ils ne sont plus.

Le réaménagement constitutionnel, dit-il en substance, ne nous a pas paru suffisamment évolutif. Nous avons choisi la formule la plus élégante pour faire connaître notre réserve: la non-participation.

Physiquement et nerveusement éprouvé, M. Bensaïd passe, à l'évidence, par l'une des périodes les plus critiques de sa carrière. Il semble moins reprocher à ses détracteurs de s'être détachés de lui, que de l'avoir fait à un moment aussi crucial. À savoir, un moment qui pouvait avoir le maximum d'impact politique désastreux pour son parti, voire pour lui-même.

C'est certainement la raison qui a amené le chef de fil des mutins, Abdessamad Belkebir, à changer d'avis entre deux réunions. Il est passé du "Non" au "Oui" en l'es-

pace de quelques jours. L'occasion était trop belle pour que cet adverbial déclaré de M. Bensaïd, ne la saisisse pas au vol.

Les moins superstitieux des amis de M. Bensaïd finiront par croire que le vendredi 13 est une conjonction astrale qui ne leur réussit pas.

L'OADP vient de l'extrême-gauche. De cette extraction, elle a gardé quelques stigmates politiques. Ses membres n'ont, apparemment, pas pu se défaire de certains réflexes intellectuels hérités d'époques idéologiques révolues.

Au début des années 1980, tous ceux qui avaient embarqué dans ce projet s'étaient contentés d'un seul dénominateur commun: ils savaient ce contre quoi ils allaient militer. Très vite, ce tronc unificateur s'est révélé insuffisant. Il fallait fixer un objectif positif qui tienne lieu de projet politiquement réalisable. Il fallait, par voie de conséquence, adopter une démarche conséquente, qui soit acceptable par les alliés et recevable par les autorités. Radicalisme ou composition? Maximalisme ou compromis?

Éclatement prévisible

Deux tendances se sont naturellement constituées. Et toutes les innovations imaginées pour gérer "pacifiquement" ces deux tendances n'ont pas suffi: votes à bulletins secrets, référendums internes, bref, un luxe de démocratie interne. La fissure n'a pas pu être contenue. Commencé à huis clos, le dernier

congrès de l'OADP de juillet 1995, est resté "ouvert" pendant des mois, avant d'être clos au terme d'un marathon de réunions.

L'éclatement du 9 septembre 1996 était donc prévisible. Il s'inscrit autant dans l'évolution de l'OADP que dans le code génétique de la nébuleuse d'extrême-gauche. Avec cette réserve que les protagonistes de ce mélodrame partisan ne semblent pas avoir géré leur crise interne en toute autonomie.

Si le timing de la scission a fait mal, son déroulement l'a fait assimiler à une véritable expédition punitive. Les dissidents regroupés autour de Abdessamad Belkebir n'ont pas lésiné sur les moyens. Conférence de presse dans un grand hôtel de Rabat, couverture médiatique de choix sur les antennes de la première chaîne et les colonnes de la presse officieuse, publication d'un journal après obtention de l'autorisation des pouvoirs publics, dans un délai record.

Le rythme fulgurant de la réaction à la position prise par l'OADP était, certes, imposée par la date butoir du référendum. Mais sa virulence, ainsi que l'étalage d'une logistique sortie d'on ne sait où, ne sont pas pour crédibiliser les sortants de l'OADP ni leur futur parti. Le Parti démocratique socialiste, ainsi baptisé avant sa naissance.

Maintenant que le rideau est tombé sur le référendum et la tension avec, le temps est venu de poser la grande question: quel intérêt y avait-

il à "casser" l'OADP? Qu'il s'agisse d'une structure peu représentative, n'est pas le plus important. C'est encore moins, une excuse. Une opération de "casse", exécutée d'une manière aussi voyante, est symptomatique du statut des partis et du degré d'autonomie alimentaire des acteurs politiques.

Opération de casse

Comme chacun sait, dans ce genre d'équipées, les problèmes d'intendance ne sont pas quantité négligeable. Il y a les convaincus qui paient de leur personne. Et il y a les intéressés qui paient de leur poche, quand ils ne s'arrangent pas pour trouver une source de financement occulte.

De l'OADP, petit parti dans la cour des grands, sortira donc un autre tout petit "parti". Ce nouveau-né par accouchement provoqué occupera-t-il plus d'espace que la tribune dressée dans un salon d'hôtel, le temps d'une conférence de presse?

Quelle est la responsabilité de la Koutla? Les deux grand paquebots nommés USFP et Istiqlal, assisteront-ils sans réagir au naufrage de cette petite embarcation qu'est l'OADP? La Koutla n'a jusqu'à présent pas réussi à être un cadre de concertation efficace, à même de prendre les décisions adéquates et d'éviter les dérives solitaires. Pourra-t-elle, au moins, faire œuvre utile en sauvant un allié de la noyade? ■

L'acte de